



VILLE DE PLOEMEUR  
MORBIHAN

Envoyé en préfecture le 06/02/2017  
Reçu en préfecture le 06/02/2017  
Affiché le **6 FEV. 2017**  
REPUBLICQUE FRANÇAISE  
ID L 006-215001626-20170206-APDAUF012017-AR

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

COMMUNE DE PLOEMEUR

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

Direction Aménagement  
Urbanisme Foncier  
AD/LM/FG  
Mail : aurba@ploemeur.net

**ARRETE DAUF/01/2017**

**OBJET : ARRETE ENGAGEANT LA MODIFICATION N° 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – SECTEUR DU GAILLEC**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-31, L 153-36, L 153-37 à L 153-44 relatifs à la procédure de modification d'un Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme(PLU) approuvé par délibération du conseil municipal du 14 mars 2013, mis à jour les 21 janvier 2014 et 30 novembre 2015 et modifié le 5 octobre 2016 ;

Considérant la nécessité d'ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone 2AU1 du GAILLEC afin de permettre le développement des activités de l'entreprise située dans la zone Uia limitrophe ;

Considérant que les modifications (article L153-31 du Code de l'Urbanisme) n'ont pas pour effet de :

*-Changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables*

*-Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière*

*-Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;*

Considérant que la modification ne remet pas en cause l'économie générale du PADD ;

Envoyé en préfecture le 06/02/2017

Reçu en préfecture le 06/02/2017

Affiché le

ID : 056-215601626-20170206-APDAUF012017-AR

- 6 FEV. 2017

Considérant que la modification relève de la procédure de droit commun (article L 153-41 du Code de l'Urbanisme) dans la mesure où elle a pour effet soit de :

*-majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*

*-diminuer ces possibilités de construire ;*

*-réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;*

Considérant que le conseil municipal délibérera conformément à l'article L 153-38 du Code de l'Urbanisme afin de justifier l'utilité de cette ouverture à l'urbanisation au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ;

Considérant que le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant que le projet de modification sera soumis à enquête publique ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** La procédure de modification de droit commun n°5 du Plan Local d'Urbanisme est engagée.

**Article 2 :** La procédure de modification de droit commun n°5 du Plan Local d'Urbanisme portera sur l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU<sub>i</sub> du GAILLEC.

**Article 3 :** En application de l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme le projet sera notifié au Préfet du Morbihan et aux personnes publiques associées pour avis avant l'enquête publique.

**Article 4 :** En application de l'article L 153-41 du Code de l'Urbanisme le projet sera soumis à enquête publique.

**Article 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la commune et peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter sa publication ou de son affichage.

**Article 6 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PLOEMEUR, le - 6 FEV. 2017

Le Maire,  
Vice-président du département du  
Morbihan,



Konan LOAS